

RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES

Révision de l'attribution de compensation de
Landerneau suite à l'évolution du service Ti-
vélo

CLECT du 15 novembre 2023

SOMMAIRE

1.	CONTEXTE	4
1.1.	LE CADRE REGLEMENTAIRE : L'ARTICLE 1609 NONIES C DU CODE GENERAL DES IMPOTS.....	4
1.2.	LES CHARGES TRANSFEREES AU 1 ^{ER} JUILLET 2021 CONCERNANT LA COMPETENCE MOBILITES	5
	Les modalités d'évaluation des charges transférées s'agissant du service ti-vélo	5
	Le montant du reste à charge lie au service ti-vélo pour la ville de Landerneau	5
	Les dispositions retenues en cas d'évolution des services mobilités	6
2.	EVOLUTION DU SERVICE TI-VELO EN 2022 ET 2023.....	6
3.	EVALUATION DE LA CHARGE ANNUELLE LIEE A L'EXTENSION DU SERVICE.....	7

1. CONTEXTE

1.1. LE CADRE REGLEMENTAIRE : L'ARTICLE 1609 NONIES C DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Le contenu de cet article, tel qu'il est applicable au 1^{er} janvier 2023, est exposé et commenté ci-après.

L'article 1609 nonies C du CGI établit en son point IV la composition et la mission de la commission d'évaluation :

« IV. Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du présent article et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la cotisation foncière des entreprises unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur...

La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale...

Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale des dispositions du présent article, la commission d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer. »

L'article 1609 nonies C donne la possibilité au conseil communautaire de fixer librement le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision.

« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. »

L'article 1609 nonies C donne la possibilité de réviser le montant de l'attribution de compensation dans les conditions suivantes :

« Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées. »

1.2. LES CHARGES TRANSFEREES AU 1^{ER} JUILLET 2021 CONCERNANT LA COMPETENCE MOBILITES

Dans ce cadre, le

Les services publics concernés par ce transfert sont :

- Le service **Ar Bus** (transport urbain de voyageurs) de la Ville de Landerneau ;
- Le service **Ti Vélo** (location de vélos électriques courte durée) de la Ville de Landerneau ;
- Le service **transport scolaire** depuis le 1^{er} janvier 2022, dans le cadre de la transformation en Communauté d'Agglomération. La Communauté a choisi de déléguer la gestion du transport scolaire à la Région. Il n'y a donc pas de transfert de charges.

LES MODALITES D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES S'AGISSANT DU SERVICE TI-VELO

La CLECT s'est réunie le 16 mars et le 30 mars 2022 pour travailler sur les modalités d'évaluation de la compétence Mobilités, et notamment du service Ti-vélo.

Les **charges** prises en compte pour l'évaluation du transfert de chargé lié à Ti-vélo :

- Le coût du marché de gestion et maintenance du service Ti Vélo,
- Les dépenses annexes : frais de suivi des contrats, cotisations, communication...

Les **recettes** associées :

- Les recettes d'exploitation du service Ti Vélo,
- Les subventions et participations reçues (Région, Communauté...),

LE MONTANT DU RESTE A CHARGE LIE AU SERVICE TI-VELO POUR LA VILLE DE LANDERNEAU

Evaluation des charges - mise en place d'un service de vélos électriques			
	de juillet à décembre	prorata	Montant annualisé
Charge de fonctionnement	21 054 €		36 092,6 €
Exploitation	4 950 €	7/12	8 486 €
Pièce de rechange	2 903 €		
Assurances	2 047 €		
Gestion du service (10 % ETP chargée de mission)	3 400 €	7/12	5 829 €
Maintenance curative	1 150 €	7/12	1 971 €
Maintenance préventive, soft vélos et support d'ients	11 554 €	7/12	19 807 €
	HT	durée	
Charge nette d'investissement annualisée	27 880 €		13 000,0 €
Vélos	65 000 €	5	13 000 €
Achats vélos	64 000 €		
Valises test	1 000 €		
DSIL (58% du HT)	37 120 €	non retenu	
TOTAL dépenses	48 934 €		49 092,6 €
TOTAL recettes (estimation sur un an)	2 781 €	7/12	4 767,4 €
TOTAL dépenses nettes	46 153 €		44 325 €

Le reste à charge moyen pour la Ville de Landerneau pour le service Ti-Vélo a été évalué à 44 325 €, correspond au niveau des charges transférées à la Communauté. Le montant de l'attribution de compensation de Landerneau a donc été réduit de 44 325 €.

LES DISPOSITIONS RETENUES EN CAS D'EVOLUTION DES SERVICES MOBILITES

Par équité avec la méthode employée pour l'évaluation des charges qui existaient avant le transfert de compétence, il a été décidé qu'en cas de déploiement ou d'extension d'un service mobilité en phase avec les orientations de la politique mobilité à l'échelle du territoire, une négociation s'engagerait avec la Communauté pour évaluer le coût du transfert afin qu'une attribution de compensation lui soit imputée.

2. EVOLUTION DU SERVICE TI-VELO EN 2022 ET 2023

Par délibération du 24 juin 2022, le conseil de Communauté a approuvé l'extension du service Ti-vélo et l'installation de 4 stations supplémentaires à Landerneau :

- 2 stations implantées aux abords de sites communautaires : la MSP et l'hôtel d'entreprises de Mescoat,
- 1 station implantée aux abords d'un supermarché (convention spécifique avec le propriétaire pour participation aux frais de fonctionnement du service),
- 1 station implantée aux abords de la base de canoë-kayak.

Le conseil de Communauté a décidé que seule la station située aux abords de la base de canoë-kayak serait prise en compte pour modifier l'attribution de compensation de la ville de Landerneau sur la base des modalités fixées lors de l'évaluation des charges transférées.

A ce stade, seule la Ville de Landerneau est concernée par l'extension d'un service mobilité et par conséquent, par une évolution de son attribution de compensation.

3. EVALUATION DE LA CHARGE ANNUELLE LIEE A L'EXTENSION DU SERVICE

La CLECT s'est réunie le 15 novembre 2023 afin d'évaluer le coût annuel de la station supplémentaire implantée à Landerneau.

Calcul de la charge annuelle réelle nette du service Ti Vélo aux fins d'ajustement de l'AC

Charges de Fonctionnement	43 176 €
Maintenance (6156)	14 603 €
Support client (6156)	9 815 €
Assurances (6161)	178 €
Maintenance curative (61551)	4 926 €
Pièces détachées (60632)	7 825 €
Gestion du service	5 829 €
Charges d'Investissement annualisées	22 176 €
Vélo (2182), intégrant nouveaux VAE	20 976 €
Pièces détachées (2188)	1 200 €
TOTAL Dépenses	65 352 €
Recettes (7088)	2 617 €
TOTAL Recettes	2 617 €
TOTAL dépenses nettes du service	62 735 €

Les charges de fonctionnement sont réelles et portent sur une année complète.

Les dépenses associées à l'acquisition des VAE, intégrant celle des nouveaux VAE, ont été annualisées sur 5 ans, conformément au principe acté par la CLECT.

Les participations perçues par des tiers au titre de ces acquisitions n'ont pas été intégrées dans le calcul, car non reproductibles.

Sur la même base de calcul des charges opéré par la CLECT en 2022, le montant de la charge transférée à la Communauté intégrant le déploiement du service est constaté à hauteur de 62 735 € en 2023, en comparaison avec le coût du service estimé en 2022 à hauteur de 44 325 €.

Le coût annuel de l'extension de ce service sur Landerneau pour 4 stations est donc évalué à **18 410 €**, soit le montant des charges transféré à la Communauté.

Le coût annuel de l'extension du service pour une station est ainsi estimé à :

$18\,410\text{ €} / 4 = 4\,602,50\text{ €}$.

Par conséquent, la CLECT propose de fixer le montant annuel à déduire de l'attribution de compensation de la ville de Landerneau pour l'extension du service Ti vélo à 4 600 €.